L'invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XX^e siècle

Sophie Chauveau, *Les empêcheurs de penser en rond*, Paris, 1999

Muriel Le Roux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/386>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.386

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2001

ISBN : 978-2-271-05787-7

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Muriel Le Roux, « L'invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XX^e siècle », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 4 | 2001, mis en ligne le 06 mars 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/386> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.386>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

L'invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XX^e siècle

Sophie Chauveau, Les empêcheurs de penser en rond, Paris, 1999

Muriel Le Roux

Guidée par ses sources, essentiellement constituées d'archives publiques et d'entretiens, Sophie Chauveau nous présente un ouvrage, qui est un long travail (720 pages) de reconstitution des positions tenues par la pharmacie française émergeant des limbes de l'officine pour devenir un secteur industriel à part entière jouant un rôle important dans l'économie. Plusieurs axes sont traités et tenus tout au long de la narration. Ainsi, voit-on comment peu à peu ce secteur s'industrialise et passe de l'officine et de la micro-entreprise aux entreprises d'envergure nationale et internationale. Cela ne s'est pas fait sans résistance et sans heurt à l'intérieur même du corps des pharmaciens qui était attaché à son monopole et voyait d'un mauvais œil l'arrivée de nouveaux venus, les « non diplômés » (de pharmacie). Le rôle du développement de ce que l'auteur appelle la science est analysé du point de vue de la stratégie générale de ces entreprises et l'on voit tour à tour émerger de nouveaux secteurs, conséquence de l'apparition de nouvelles disciplines scientifiques et permettant l'invention de nouveaux médicaments. Mais le thème central et, de loin le plus convaincant, reste celui des relations entre la pharmacie et l'État.

- 1 L'État au cours du XX^e siècle, va construire des relations tout à fait particulières développant la notion de protection de la santé publique, créant toutes les instances de l'État-providence, exerçant, au nom de ces principes, un contrôle de plus en plus ferme sur les entreprises, leurs fabrications (création des visas) et surtout leur commercialisation. Celle-ci est de plus en plus soutenue par des campagnes de publicité agressives qui doivent servir les médecins et les patients. La publicité acquiert un statut ambigu : elle est d'abord un moyen d'information avant d'être un moyen de promotion. Tout cela remet en cause le libéralisme qui caractérisait le développement industriel jusqu'en 1941 et enferme, en quelque sorte, la pharmacie française sur son territoire national où l'innovation et la menace de voir s'implanter des filiales étrangères joueront, dans les années 1960 et 1970, le rôle d'aiguillon en l'absence de réelle concurrence nationale.
- 2 Ainsi apparaît, en filigrane, une vraie question. Alors que l'État régit la pharmacie, la vision qu'il en a est toujours décalée. L'action scientifique des pharmaciens n'est jamais évaluée pour ce qu'elle est, mais *a contrario* pour les potentiels qu'elle génère dès l'instant où interfèrent les questions financières et les profits réalisés grâce à la protection sociale. La pharmacie est l'obligée de l'État. Et, dans cet esprit, en suivant la démonstration de l'auteur, on peut se demander si l'État, régent, n'a pas trop délaissé ou délégué cette recherche aux groupes industriels au détriment de la recherche publique.
- 3 Aussi, dans ce travail documenté, on aurait aimé trouver un peu plus de réflexions d'ordre sémantique et de définitions sur ce que fut, aux différentes époques étudiées, « la recherche scientifique ». Même si là ne se situe pas le propos de l'ouvrage, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de l'activité fondatrice de ces entreprises, qui est essentielle à leur stratégie, détermine leurs conditions de survie... et participe au « niveau scientifique national ». Il serait utile, à la façon de Bruno Latour, de pénétrer non pas aujourd'hui dans les laboratoires des groupes pharmaceutiques, mais dans leurs archives. Ce travail a été en partie mené par Michèle Ruffat dans son ouvrage *175 ans de pharmacie française. Histoire de Synthélabo*, mais là encore, tout comme dans le livre de Pierre Cayez, *Rhône-Poulenc 1895-1975*, cela ne permet pas d'établir précisément ce que fut l'histoire de la recherche industrielle pharmaceutique et privilégie plutôt l'aspect « histoire d'entreprise ». Tout est conditionné, il est vrai, par l'accès aux archives de ces entreprises lorsqu'elles ont été conservées. Car contrairement aux discours tenus aujourd'hui par les industriels du secteur, ces entreprises ne sont pas et n'ont jamais été uniquement des laboratoires de recherche, ce sont des industries à forte concentration capitaliste, où les fonctions de développement, de fabrication, de marketing et de communication sont tout aussi importantes que l'activité de recherche dans les stratégies de ces firmes. Étudier la vie du laboratoire sur un siècle serait intéressant.
- 4 Ces travaux contribuent cependant à faire sortir de l'ombre ceux qui conçoivent, fabriquent et commercialisent les médicaments, objets complexes mais structurants de notre société. Il est difficilement concevable que notre rapport à la santé se banalise. Les différentes affaires, dont celles de la campagne de vaccination contre l'hépatite B (1990-1998), confirment, d'une part, la dépendance et, d'autre part, la puissance de la demande des consommateurs des sociétés des pays les plus riches par rapport à ce besoin de protection médicinale. L'ouvrage de Sophie Chauveau insiste sur le fait que l'État a toujours essayé de contrôler cette activité. Cela conduit à un paradoxe. Si les

politiques d'incitation à la recherche en partenariat avec les industriels de la santé s'accroissent encore davantage afin de répondre à la concurrence consécutive à la mondialisation, quelles seront les instances d'évaluation que l'on pourra tenir pour fiables puisqu'il sera difficile de trouver les personnes compétentes, les chercheurs par exemple, qui n'auront jamais eu aucun lien avec le monde industriel. C'est une question d'éthique, mais aussi une question qui relève de la formation des élites médicales et scientifiques de demain.

AUTEUR

MURIEL LE ROUX

Chargée de recherche IHMC – CNRS